CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT

DES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION NATIONALE, AUX ARMÉES RÉUNIES,

Par le Citoyen SILLERY, Député de la Somme à la Convention nationale;

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS,

Au moment où vous avez cru néceſſaire d'envoyer des commiſſaires aux armées réunies, une horde de plus de cent mille barbares étoit campée entre Paris & les armées de la République.

Qu'il eſt heureux pour nous, en rentrant dans votre ſein, de vous annoncer que les eſclaves ont diſparu de la terre de la Liberté! Notre correſpondance vous a fidèlement inſtruits de tous les détails de cette Campagne mémorable; cependant nous avons cru devoir fixer dans un rapport le tableau exact & fidèle de toutes les circonſtances qui ont concouru à ce grand événement: la campagne que nous venons de faire eſt le dénouement de notre ſeconde révolution, il falloit donc vous en préſenter l'enſemble. Il ſera une utile leçon pour les rois qui oſeroient encore s'oppoſer aux loix que vous voulez adopter, & un exemple pour les peuples opprimés qui, comme nous, voudront ceſſer d'être eſclaves.

C'eſt le moment d'inſtruire les peuples ſur leurs véritables intérêts; qu'ils apprennent par notre exemple, qu'ils ne doivent jamais conſentir à aucune tranſaction avec leurs deſpotes.

Peuples, qui gémiſſez encore dans l'eſclavage, liſez avec attention notre hiſtoire: vous y verrez que la nation françaiſe, gouvernée depuis 14 ſiècles par un pouvoir qui ne vouloit que ſon aviliſſement, n'a rompu ſes chaînes qu'au moment où elle en étoit écraſée, & qu'elle ſeroit retombée ſous le joug de ſes anciens oppreſſeurs, ſans l'énergie & la ſurveillance de quelques citoyens qui l'ont avertie des trahiſons tramées contr'elles.

Vous y verrez que la France, menacée depuis trois années, croyoit, d'après les rapports des miniſtres, être en état de réſiſter aux Puiſſances coaliſées contr'elle, & que cependant au moment où les ennemis étoient près de fondre ſur nous, tous nos moyens de défenſe étoient nuls, par la perfidie du miniſtère.

Vous y verrez, enfin, que la nation, fatiguée

de tant de trahiſons, s'eſt levée toute entière au moment où les traîtres croyoient déja être aſſurés de leur triomphe, & qu'en moins de deux mois, la nation a repris ſon énergie; qu'elle a détruit un pouvoir qui la trahiſſoit, que le patriotiſme a réuni tous les citoyens, que tous les Français ont couru aux armes, qu'ils ont chaſſé les ennemis de leur territoire, & que les deſpotes orgueilleux qui nous traitoient de rebelles & de factieux, demandent aujourd'hui à la nation la faveur de capituler avec elle.

Il nous a donc paru néceſſaire avant de vous donner les détails de la campagne glorieuſe que nous venons de faire, de vous retracer rapidement les principales circonſtances de cette nouvelle révolution: ce ſont elles qui ont élevé nos ames à cet héroïſme républicain qui nous fait aujourd'hui triompher.

Au moment où une coalition coupable termina la réviſion de la conſtitution, au moment où le ci-devant roi vint l'accepter dans le ſein de l'Aſſemblée, la nation crut entrevoir le terme de la convulſion qui l'agitoit depuis trois ans; elle reçut ſon ferment; & le peuple fatigué, fut un moment ébloui, & crut trop légèrement à la ſincérité d'un pouvoir qui l'opprimoit depuis tant de ſiècles.

Les patriotes éclairés reſtèrent dans la défiance; & cette converſion ſubite du ci-devant roi, qui deux mois auparavant avoit honteuſement pris la fuite, en proteſtant contre tous les décrets qu'il avoit ſanctionnés; cette converſion, dis-je, ne leur parut qu'une trahiſon nouvelle de ſa part, & un moyen dont il comptoit ſe ſervir pour replonger la nation dans l'eſclavage.

Ils examinèrent donc avec une ſcrupuleuſe atten-

tion la conduite qu'il alloit tenir, & ils ne tardèrent pas à s'appercevoir que la révifion de la conftitution n'étant que le réfultat d'une intrigue, les intrigans qui y avoient coopéré dirigeoient feuls toutes les opérations du gouvernement.

Les uns furent admis dans les confeils fecrets, & firent nommer des miniftres entièrement dans leurs vues; les autres furent placés dans les adminiftrations; & tous les agens du pouvoir exécutif étant nommés par eux, les négociations, l'armée, la juftice & les adminiftrations furent dirigées fuivant le fyftême deftructeur de la liberté qu'ils avoient adoptée.

Les fentinelles du peuple connurent tous fon danger & cette fameufe fociété des Jacobins, éternelle ennemie de tous les oppreffeurs, démafqua ouvertement toutes les perfidies de la cour, & les manœuvres coupables de fes agens.

Vous vous rappelez, Citoyens, fans doute avec indignation, l'efpèce d'apathie dans laquelle nous avons été pendant quelques mois (état funefte qui auroit coûté la liberté à la France, fans l'énergie & le courage de ceux qui oferent arracher le bandeau qui aveugloit la Nation).

Les contradictions multipliées que la coalition coupable avoit inférées à deffein dans la conftitution même, étoient les armes redoutables avec lefquelles on efpéroit nous anéantir.

Le miniftre de la juftice n'avoit placé pour commiffaires que des gens abfolument dévoués à la cour; l'envoi des lois falutaires au peuple étoit fouvent retardé; & la juftice, paralyfée dans toute l'étendue de l'empire, devoit naturellement produire l'anarchie & le mécontentement univerfel des peuples.

Le miniftre de la guerre entretenoit dans les armées

les divisions funestes qui ont failli tout détruire, ne remplaçant les emplois vacans que par des sujets, peut-être encore plus corrompus que ceux qui les avoient lâchement abandonnés; cherchant à dégoûter nos braves soldats, par l'oubli total de leurs besoins les plus urgens; & trompant sans cesse le Corps législatif, par les rapports les plus faux sur l'état, la force de l'armée & ses approvisionnemens.

Le ministre des affaires étrangères conservoit dans les cours les agens les plus perfides & les plus coupables, qui trahissoient sourdemement la Nation par leurs intrigues; ils trouvèrent le secret d'en imposer à l'Assemblée nationale, par les correspondances les plus mensongères. Les traités secrets de nos ennemis, la conduite des émigrés furent soigneusement cachés jusqu'à l'époque où les projets formés contre la liberté étoient à l'instant d'éclater.

Le ministre de l'intérieur entretenoit des correspondances secrètes avec tous les départemens: vous avez eu les preuves les plus certaines de ses intelligences coupables; & le ministre de ce département, centre de l'opinion de l'empire, étoit à portée de juger de l'époque où il falloit porter la hache sur la tête de ceux qui osoient surveiller ses démarches.

Ce fut donc le ministre de ce département qui le premier osa dénoncer la société des Jacobins, comme la cause des maux qui désoloient la France.

Cette dénonciation fut renouvelée dans la lettre ridicule du ministre Kaunitz.

Le ministre des affaires étrangères lui donna également de la prépondérance; & jusqu'à *Lafayette*, que je ne cite ici que pour faire voir les stupides moyens dont on se servoit, Lafayette, dis-je, fut l'écho de tous les détracteurs de la société.

Les patriotes qui connoissoient les préparatifs de

guerre des puiſſances voiſines, virent que l'état étoit dans le plus imminent péril. Il falloit une grande ſecouſſe politique, pour tirer la Nation de la léthargie où elle étoit plongée; ils ſavoient, à n'en pouvoir douter, la coalition qui exiſtoit entre la cour & la fédération prête à attaquer la France; ils étoient inſtruits que les puiſſances n'avoient point encore réuni leurs armées: ils ne balancèrent pas à ouvrir la diſcuſſion ſur la néceſſité de déclarer la guerre.

Cette propoſition fut vivement combattue par le parti de la cour, non parce qu'elle deſiroit la paix, mais parce qu'elle vouloit attendre que les puiſſances ennemies euſſent raſſemblé leurs forces, afin de nous écraſer plus promptement. Elle fut également combattue par des patriotes zélés, auxquels je me plais à rendre juſtice, mais qui ne devinèrent pas, dans cette circonſtance, que nous ne demandions la guerre que parce que nous la regardions comme le ſeul moyen d'éclairer la Nation ſur les perfidies multipliées de la cour.

Le miniſtre Narbonne avoit annoncé que trois armées de cinquante mille hommes étoient complétées, approviſionnées, & prêtes à entrer en campagne.

La cour, qui connoiſſoit la fauſſeté de ce rapport, & voulant faire retomber ſur les patriotes toutes les imprévoyances de l'ancien miniſtère, & les revers qui pourroient être le réſultat de la déclaration de guerre, parut tout-à-coup ſe rendre au vœu manifeſté de la nation. Le ci-devant roi choiſit un nouveau miniſtère, dans le ſein même de la ſociété qu'il cherchoit à détruire.

La guerre fut déclarée; un plan qui avoit été adopté dans l'hypothèſe de nos forces annoncées, échoua totalement, parce qu'au lieu de trois armées de cinquante mille hommes approviſionnées, nous

n'avions pas alors plus de soixante mille hommes en état d'entrer en campagne, pour couvrir près de deux cents lieues de frontières menacées.

Les traîtres dont nos armées fourmilloient encore à cette époque, contribuèrent à l'échec que nous reçûmes devant Mons. La Cour n'osoit pas témoigner sa joie; mais tous les folliculaires soudoyés par elle triomphoient de nos revers. Nos ministres patriotes connurent alors la vérité & le danger de notre position, & ne désespérant pas du salut de l'État, ils prirent les mesures les plus efficaces pour réparer les trahisons de leurs prédécesseurs.

Déja l'échec que nous avions éprouvé devant Mons étoit réparé; Luckner s'étoit rendu maître de Menin & de Courtrai; il demandoit quelques renforts de troupes pour suivre ses conquêtes : le ci-devant roi s'appercevant alors que l'énergie de la nation & la fidélité des nouveaux agens parviendroient à rétablir les moyens de défense & de sûreté, vit le danger qu'il couroit de voir échouer tous ses projets.

Il ne balança pas un moment; il chassa le ministère patriote; il en prit un nouveau, plus conforme à ses vues; & le premier ordre que l'armée reçut, fut de rétrograder honteusement, d'abandonner les villes que nous avions prises & de se replier sur les frontières.

La nation ouvrit enfin les yeux : une grande fermentation agitoit tout Paris; le peuple s'assembla, redemanda les ministres patriotes; & trompés dans son espoir, une nombreuse députation armée se porta en foule au château des Tuileries : elle avoit défilé dans le sein du Corps législatif; elle comptoit se présenter au château, &, *suivant la loi*, elle avoit

nommé vingt de ſes membres pour porter ſa pétition au pouvoir exécutif.

Toute la France ſait que ce ne fut que l'effet du haſard qui la fit entrer en foule dans les appartemens. Ils demandèrent le rappel des miniſtres patriotes ; & le ci-devant roi, qui ſavoit parfaitement qu'il n'avoit rien à craindre, les reçut ſans effroi, & leur promit d'avoir égard à leurs demandes. Mais il étoit utile à ſes projets de s'en plaindre : dès le lendemain il fit un manifeſte contre le peuple de Paris, & demanda juſtice des violences qui lui avoient été faites.

Lafayette profita de cet événement, pour écraſer une ſociété dont il ſavoit qu'il étoit ſouverainement mépriſé ; & développant, dans cette circonſtance, ſon impéritie en politique, il jugea ſon armée par les aides-de-camp dont il étoit entouré, & crut qu'il alloit lui faire adopter ſes opinions. Il oſa adreſſer une mercuriale au Corps légiſlatif; il oſa l'appuyer d'une délibération illégale de pluſieurs bataillons de ſon armée, auxquels il avoit fait un rapport abſolument faux. Malheureuſement pour la France les repréſentans du peuple oublièrent, dans cette circonſtance, la dignité de leur miſſion : Lafayette oſa venir lui même braver le Corps légiſlatif à la barre ; & l'inſolent qui auroit dû être arrêté ſur-le-champ, obtint les honneurs de la ſéance.

A cette époque, le roi de Pruſſe venoit de faire ſa jonction avec les Autrichiens & les émigrés. La France ſe trouvoit menacée d'une invaſion prochaine, & l'audace des malveillans augmentoit en proportion de leurs criminelles eſpérances.

Vous vous rappelez, Citoyens, l'oppoſition que reçut de la part de la Cour, le projet du raſſemblement d'un camp aux environs de Paris, compoſé des

détachemens de tous les départemens de l'Empire.

Vous fûtes également étonnés de ce mouvement irrégulier que l'on fit faire à nos armées, au moment où il falloit ménager les forces du soldat pour l'oppofer à l'ennemi qui s'avançoit fur nous; tout nous annonçoit une grande cataftrophe; quelques indifcrétions donnèrent lieu à une furveillance plus active..... Citoyens, écoutez-moi: voici le moment où la feconde révolution commence.

L'on découvrit que le château des Tuileries fe rempliffoit la nuit d'une garde étrangère; on fut que les gardes-fuiffes avoient quitté Courbevoie, & qu'ils étoient cafernés au château; on apprit également que les ci-devant gardes-du-corps licenciés, avoient continué d'être payés, & fe raffembloient aux Tuileries fous différens déguifemens; on fut certain qu'une foule de perfonnes, reconnues pour zélés partifans de la Cour, avoient fait faire des habits de gardes nationaux, & qu'ils fe rendoient régulièrement au château; on eut quelques foupçons fur la fidélité de la gendarmerie nationale, foupçons qu'elle a bien démentis par fa conduite brave & patriotique; enfin l'on nous annonçait que quelques bataillons de la garde nationale étoient féduits par la Cour.

Depuis quelques jours les ennemis du bien public les plus reconnus, fe mêloient dans les grouppes du peuple, & cherchoient à l'animer contre le ci-devant roi. On eut les preuves les plus certaines que les fauxbourgs Saint-Antoine & Saint-Marcel étoient également agités par les émiffaires de la cour: Deffprémefnil fut reconnu fur la terraffe des Feuillans, agitant le peuple par les propos les plus incendiaires; nous découvrîmes, par tous ces rapprochemens, l'horrible conjuration qui nous menaçoit.

La cour, ſe croyant aſſurée d'une force ſupérieure à celle que le peuple pourroit lui oppoſer, cherchoit à le porter à une nouvelle inſurrection; elle vouloit l'attirer aux Tuileries, où toutes ſes forces étoient raſſemblées, le combattre alors avec avantage, l'obliger de ſe retirer dans les fauxbourgs, s'emparer enſuite de la ville, faire tomber la tête du vertueux maire de Paris, & des principaux défenſeurs de la liberté; & la cour, alors ſecondée dans cet horrible projet par la lâche majorité de l'Aſſemblée légiſlative, devoit proclamer que les factieux étoient les ſeuls auteurs des malheurs de la France, qu'ils étoient abattus, & que la Conſtitution étoit triomphante.

Depuis quatre jours nous étions inſtruits d'un complot formé pour aſſaſſiner le maire de Paris; cette même troupe devoit également poignarder les défenſeurs du peuple les plus reconnus: que devions-nous faire, Citoyens, dans une circonſtance auſſi critique? Ce que nous avons exécuté.

Le 9 août, à minuit, le tocſin ſe fait entendre dans tous les quartiers de Paris, la générale bat, tous les citoyens courent aux armes. Le ci-devant roi avoit envoyé chercher le maire de Paris pendant la nuit; il étoit au château au moment où le tocſin ſonna; il voulut ſe rendre à ſon poſte; il fut retenu par les ſatellites dont le château étoit rempli; ſa famille, ſes amis inſtruiſirent le Corps légiſlatif de cet événement; & un décret qui le mandoit à la barre, ſauva ſa tête du fer des aſſaſſins. Le jour commençoit à paroître: on ſurprend, dans les champs-élyſées, une fauſſe patrouille, compoſée des ennemis les plus déclarés de la choſe publique; on les conduits au corps-de-garde des Feuillans; & le peuple, déja raſſemblé,

commence ſa juſtice par la punition de ces traîtres. Les bataillons ſe raſſemblent aux Tuileries ; & le ci-devant pouvoir exécutif, certain du ſuccès, encourage ſes ſatellites ; &, ne voulant courir aucun haſard, il ſe retire, avec ſa famille, dans le ſein du Corps légiſlatif.

Cependant le peuple toujours bon propoſe la paix, on a l'air d'accéder à ſon vœu ; quelques ſoldats ſuiſſes de bonne-foi ſe jettent dans leurs bras, & au moment où ils ſe livrent ſans méfiance à leurs embraſſemens, on démaſque deux pièces de canon qui renverſent plus de cent citoyens. La fureur du peuple n'eut plus de bornes alors ; il attaque le château ; la mort vole de toutes parts ; le peuple eſt ſecondé par les braves Marſeillois & les canonniers de Paris ; & après trois heures d'un combat meurtrier, les traîtres ſont détruits, & la liberté triomphe.

On ſurprend un ordre ſigné de *Mandat*, commandant général de la garde nationale ; il ordonnoit au bataillon en réſerve à la ville, de charger la colonne des fauxbourgs par derrière, & bientôt ce traître reçut la punition de ſon crime.

Le peuple, dans cette mémorable journée qui a ſauvé la France, défendoit ſes droits & ſa liberté ; il fut intrépide dans les dangers, & généreux après ſa victoire. Les Suiſſes déſarmés, furent conduits dans le ſein du Corps légiſlatif, & le peuple lui-même ſervit d'eſcorte.

Pendant cette ſanglante action, ce côté ſi nombreux lorſqu'il falloit opiner contre la liberté du peuple, fut entièrement déſert ; les braves patriotes avoient ſeuls gardé leur poſte ; & ce fut au milieu des coups de canon & de mouſqueterie, dont la ſalle étoit environnée, qu'ils jurèrent de maintenir

la liberté & l'égalité, ou de mourir pour les défendre.

Le corps législatif s'élevant alors à la hauteur des représentans de la nation, suspendit les fonctions du ci-devant roi en sa présence, & nomma un conseil exécutif provisoire. Vous eûtes à cette époque les preuves les plus certaines de la trahison de Lafayette; il fit arrêter toutes les correspondances de son armée; & dans l'ordre qu'il donna, il dénatura tous les faits, & chercha à l'entraîner dans son opinion. Il osa faire arrêter les commissaires de l'Assemblée nationale, & les fit jeter dans un cachot. Les braves canonniers & la plus grande partie de son armée restèrent fidèles à la patrie. Lafayette se démasqua lui-même, & fut prendre le camp de *Sachy*, & cette fausse manœuvre ouvrit les yeux à toute l'armée. En effet, il se trouvoit campé dans une prairie, ayant *la Chiere* derrière lui, qui n'étoit pas guéable, une montagne devant son camp, d'où les ennemis pouvoient l'attaquer, & sa droite & sa gauche entièrement découvertes.

L'armée murmura de cette position; & Lafayette s'appercevant que son rôle étoit achevé, déserta honteusement son poste, & chercha à fuir un pays qu'il ne pouvoit plus tromper ni asservir.

Toutes les trahisons combinées de la Cour éclatèrent à-la-fois; les armées combinées attaquèrent Longwi, qui fut lâchement livré. Vous avez eu, Citoyens, les preuves non équivoques de la perfidie des habitans de cette ville, dans l'adresse honteuse qu'ils ont adressée au ci-devant Monsieur: cependant nous devons dire que la totalité des signataires de cet infâme écrit, ne sont point également coupables, & que la plupart des citoyens &

artiſans, peu inſtruits, l'ont ſignée ſur la foi de leurs concitoyens, dont ils reconnoiſſoient les noms.

Les ennemis ſe portèrent ſans obſtacle à Verdun, qui fut également lâchement abandonnée : le brave Beaurepaire ne voulut pas ſurvivre à la honte de ſes concitoyens ; & les honneurs que le Corps légiſlatif lui a rendus, ont été le premier ſupplice des lâches qui ont trahi leur patrie.

Les armées ennemies, par la priſe de ces deux villes, ſe trouvèrent poſtées entre le corps d'armée que commandoit Lafayette & celui qui étoit ſous les ordres du général Luckner. La conduite énigmatique de ce général, auquel nous avions accordé notre confiance, avoit déterminé le conſeil exécutif proviſoire à lui ôter le commandement poſitif de l'armée, & de le confier au général Kellermann, qui, depuis le commencement de la révolution, avoit conſtamment donné des preuves de zèle, d'activité & de patriotiſme. Cependant, reſpectant en Luckner cette antique relique du généralat, on lui accorda le titre de généraliſſime ; ſes talens militaires ne nous étoient connus que par les ſuccès qu'il avoit eus autrefois contre nos armées, à une époque où des Sibarites & des courtiſans avoient ſeuls le droit de diriger les opérations militaires.

Les nombreuſes trahiſons du pouvoir exécutif furent découvertes dans les papiers trouvés au château des Tuileries, & tous les conſpirateurs & gens ſuſpects furent arrêtés & jetés dans les priſons.

Une circonſtance qu'il eſt important de ſavoir, c'eſt que la vie du maire de Paris étoit menacée par tous les pervers que nous avions à combattre. Les différentes ſections de Paris avoient nommé des commiſſaires pour remplir proviſoirement les fonc-

tions municipales : le brave Pétion fut conſigné à la mairie, & on lui donna une garde pour s'oppoſer aux attentats formés contre ſa perſonne. La nouvelle municipalité connaiſſant tous les dangers qui menaçoient la Capitale, crut devoir prendre toutes les précautions pour prévenir les malheurs qui auroient pu réſulter d'une indulgence mal entendue : ſans doute leurs devoirs & la sûreté publique leur impoſoient ce rigoureux miniſtère ; & la loi dans un pays qui veut être libre, devant toujours ſe trouver entre les innocens & les coupables, la nouvelle municipalité n'imagina jamais qu'il ſe trouveroit des ſcélérats capables de les enfreindre. . . . .

Je reprends ma narration à l'époque de la déſection de Lafayette. Le pouvoir exécutif proviſoire avoit nommé le général Dumouriez, pour commander l'armée que Lafayette n'avoit pu corrompre. La commiſſion dont Dumouriez étoit chargé eût été difficile, ſi nous n'avions pas eu les ennemis à combattre ; mais, malgré la différence d'opinion que Lafayette avoit entretenue dans ſon armée, Dumouriez, en arrivant à leur tête, leur parla avec franchiſe, leur montra les ennemis envahiſſant notre territoire ; & tous nos braves ſoldats ſe rallièrent à la vue du danger de la patrie. . . . .

Dumouriez ne perdit pas un moment ; il fit des marches forcées, & vint s'emparer des gorges de Grand-Pré dans l'Argonne. Dumouriez s'étoit rendu à Châlons, pour combiner ſes opérations avec le maréchal Lukner : le 11 de ſeptembre il arriva à Grand-Pré, où il apprit que les ennemis, après la priſe de Verdun, ſe portoient en force ſur le corps d'armée qu'il commandoit. Il détacha, le 12, le général *Miranda*, Américain, qui, après avoir contribué par ſes ſervices à la liberté de ſon pays, eſt

accouru parmi nous, pour nous aider à conquérir la nôtre. Miranda fut détaché avec deux mille hommes d'infanterie & de cavalerie, pour protéger un convoi qui venoit du nord; il étoit en même temps chargé de faire une reconnoiſſance exacte de l'armée pruſſienne : ſon rendez-vous étoit au village du Chenai, à un quart de lieue de Grand-Pré. Il trouva l'ennemi occupant *Morthone*, à la portée du canon. Miranda ne balança pas un moment, il repouſſa les ennemis, qui avoient 4,000 hommes d'infanterie & 2,000 chevaux, au-delà de Briquenai, qui étoit à plus d'une lieue; & le convoi qu'il étoit chargé de protéger étant arrivé, il fit ſa retraite ſur Grand-Pré, à la vue d'un ennemi très-ſupérieur. Ce premier ſuccès engagea Dumouriez à détacher le général Chazot, pour s'emparer du poſte de Lacroix-aux-Bois. Chazot, contrarié par le mauvais chemin, ne put attaquer que le 14; d'abord il ſe rendit maître du poſte, mais les ennemis ne tardèrent pas à le rattaquer; & leurs forces étant infiniment ſupérieures aux ſiennes, Chazot fut obligé de ſe retirer ſur Vouzier. Dumouriez voyant le poſte de Lacroix-aux-Bois forcé, ne balança pas un moment de faire ſa retraite ſur Sainte-Menehould, manœuvre hardie qu'il oſa tenter avec 17 mille hommes contre une armée de près de 80 mille hommes pruſſiens, autrichiens & émigrés. Dumouriez, par cette manœuvre, facilitoit ſa jonction avec le corps aux ordres du général Beurnonville qui arrivoit de Flandre, & avec Kellermann qui avoit reçu l'ordre de jeter un renfort dans Metz, & de ſe porter par Barle-Duc & Vitry, ſur les hauteurs de Sainte Menehould, rendez-vous indiqué pour la jonction des armées.

Pendant ſa retraite, un faux rapport vint jeter

l'alarme dans l'armée ; des poltrons ou des traîtres crièrent que l'on étoit coupé : plusieurs escadrons ennemis parurent à l'appui de cette fausse nouvelle, & quelques-uns de nos bataillons se débandèrent & marchèrent sur Châlons avec précipitation. Dumouriez parvint à les arrêter ; & le lendemain 15 septembre, il se mit en marche sur trois colonnes, & prit, le même jour, son excellente position de Sainte-Menehoul. Ce poste étoit d'autant meilleur, que les ennemis avoient négligé, après la prise de Verdun, de s'emparer du camp de Bienne. Le général Dillon qui connoissoit l'importance de ce poste, avoit fait une marche forcée, & dès le cinq du mois il s'y étoit retranché. Ce poste redoutable assuroit que jamais les ennemis ne pourroient pénétrer par Sainte-Menehould. Les Hessois & un corps d'Autrichiens formant 20 mille hommes, étoient campés à Clermont ; ils tentèrent d'attaquer le camp de Bienne, & Dillon les repoussa avec perte chaque fois qu'ils l'osèrent.

Beurnonville arriva le 17, & Dumouriez jugea que le moment où Kellermann auroit fait sa jonction avec lui, seroit celui où il n'auroit plus rien à craindre. Cependant les ennemis qui savoient parfaitement que l'armée de Kellermann étoit à l'instant d'opérer sa jonction, résolurent de s'y opposer, & se mirent en marche le 19 au soir pour lui donner bataille. Mais Kellermann avoit surpris une marche, & le 19 au soir il arriva sur les hauteurs de Valmi, à un quart de lieue de celles où Dumouriez avoit établi son camp.

Kellermann fut instruit pendant la nuit de la marche des ennemis. Il jugea parfaitement qu'il seroit

attaqué à la pointe du jour. Il fit ses dispositions, plaça ses pièces de position, parcourut toute la ligne, instruisit ses soldats que le jour de la gloire étoit prêt à éclore, & qu'il comptoit sur leur bravoure & leur amour pour leur pays : les soldats de la patrie jurèrent de vaincre ou de périr, & le 20 du mois de septembre ils remplirent leurs engagemens.

Citoyens, vous ne connoissez cette mémorable journée que par les détails qui vous en ont été donnés par le général Kellermann lui-même : il est en ce moment du devoir de vos commissaires de suppléer à la modestie de ce général. Ce glorieux combat a eu trop d'influence sur toute la Campagne, pour ne pas vous en donner quelques détails ; ils apprendront aux nations voisines ce que peuvent exécuter les Français quand ils combattent pour la liberté.

Kellermann n'avoit que 14 mille hommes avec lui, Dumouriez lui en envoya 8 mille ; & avec 22 mille hommes & 40 pièces de position, il a tenu tête, sans reculer d'un pas, à une armée de 70 mille hommes qui l'attaquoieut avec 58 pièces de position, depuis 7 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Dans le cours de cette journée, trois fois les ennemis se sont formés en colonnes pour charger, & trois fois ils ont rétrogradé ; ils espéroient ébranler nos troupes & les intimider, mais ils le furent eux-mêmes, en entendant nos braves soldats faire retentir les airs des cris de *vive la nation.*

Brunswick s'apperçut qu'on l'avoit trompé. On l'avoit assuré qu'à la première attaque les troupes françaises abandonneroient le champ de bataille ; & les lâches émigrés qui avoient osé calomnier nos soldats-citoyens, restèrent constamment pendant l'at-

taque, à la troisième ligne, & aggravèrent sur leurs têtes, le mépris que les Prussiens avoient déja pour eux.

Nous voudrions pouvoir ici vous raconter tous les traits de bravoure & d'héroïsme qui ont honoré la nation française. Cette glorieuse journée a consolidé l'union entre tous les corps, & la confiance mutuelle entre les généraux & les soldats de la patrie. Kellermann, sans cesse au poste le plus périlleux, a son cheval emporté d'un boulet de canon qui lui perce sa redingotte. C'est ici, dit-il, mes braves camarades, qu'il faut mourir ou vaincre, & votre courage me répond de la victoire : *vive la Nation ! vive notre général !*, fut la réponse de nos braves défenseurs. L'avant-garde, commandée par Dupré-de-Crassier, combattit avec la plus grande valeur; tous les généraux, Beurnonville, Eustace, Chauboug, chef de l'état-major; d'Aboville, général d'artillerie; Louis-Philippe Égalité méritent les plus grands éloges. Valence commandoit la réserve des grenadiers & des carabiniers : je laisse à mes collègues le soin de vous parler de lui; mais, citoyens, qu'il me soit permis de m'honorer en ce moment d'avoir un pareil gendre.

L'intrépidité de la Nation se manifesta dans cette mémorable journée. Pendant 14 heures les soldats de la patrie reçurent, sans s'ébranler, le feu de près de 60 pièces de canons ; & tous les jeunes enfans de la patrie nous montrèrent ce qu'ils feroient un jour. Des enfans de 15 à 16 ans contribuèrent à la gloire de cette journée ; & parmi nos jeunes défenseurs, je cite avec plaisir les jeunes Dubois, Dabouville, Duval & Antoine Egalité.

A neuf heures du soir les ennemis cesserent leur feu ; & Kellermann, aussi bon général que brave,

connut tout le danger du poſte qu'il occupoit : il donna l'ordre à ſon armée de ſe mettre en mouvement, il changea ſa poſition dans le plus grand ordre, à 1,500 pas de l'ennemi ; & le duc de Brunſwick, à la pointe du jour, eut l'étonnant ſpectacle de voir l'armée de Kellermann campée ſur la hauteur de Dampierre, dans un camp inattaquable, & qui le prenoit en flanc. Nous avons perdu près de cinq cents hommes dans ce combat ; les ennemis, ſuivant leur rapport, ont eu huit cents hommes tués & près de quinze cents bleſſés.

Honneur à jamais à nos braves ſoldats-citoyens, qui ont ſcellé de leur ſang la liberté de leur pays.

Vous remarquerez, Citoyens, que le 20 de ſeptembre, au moment où la Convention nationale ſe conſtituoit pour ſauver la choſe publique, les ſoldats de la patrie aſſuroient la liberté par leur vaillance.

Notre intrépide Dumouriez avoit également concouru à la gloire de cette journée ; il étoit venu partager les dangers de ſon collègue, & ſon génie militaire lui fit concevoir en ce moment les ſuites heureuſes d'un pareil événement.

Les ennemis de la choſe publique, outrés de nos ſuccès, ſe ſervirent alors de leurs moyens ordinaires & cherchèrent à intimider le peuple ; ils repréſentoient les dangers de la République ; & une armée formidable, campée entre Paris & nos troupes, donnoit quelque poids à leurs clameurs. On paroiſſoit deſirer que nos armées combinées ſe portaſſent ſur la Marne, & les miniſtres indiquèrent à Dumouriez ce projet pluſieurs fois. Dumouriez, pour ainſi dire ſeul de ſon avis, avoit parfaitement jugé ſa poſition & celle des ennemis ; il ſut en profiter : ils ne pouvoient recevoir leurs ſubſiſtances que par la trouée de Grand-Pré ; il détacha ſur ſa droite le général

Beurnonville : & l'activité de cet officier a été telle, qu'il est parvenu à intercepter ou à retarder les convois des ennemis, au point que l'armée prussienne a été six jours sans pain.

Ce fut, Citoyens, à cette époque que vos commissaires Prieur, Carra & Sillery partirent pour se rendre à l'armée. Ils emmenèrent avec eux le citoyen Duvellerai, qui s'offrit volontairement pour servir de secrétaire à la commission, & qui a rempli cet emploi avec le plus grand zèle.

Au moment où le corps législatif avoit suspendu l'autorité du ci-devant pouvoir exécutif, les ministres patriotes avoientr été rappelés; les Français étoient sortis de leur léthargie; & tout l'empire, connoissant son péril, s'étoit levé à-la-fois. Paris, en 15 jours, leva vingt mille combattans: le rendez-vous étoit à Châlons, & bientôt toutes les routes de la France furent couvertes de nombreux bataillons, qui tous avoient juré de repousser l'ennemi ou de mourir à leur poste.

Les ennemis apprirent ces détails avec effroi : ils savoient que vingt mille hommes étoient rassemblés à Soissons, que plus de dix mille combattans étoient à Reims, &que Châlons renfermoit déja une armée formidable, qui chaque jour devenoit plus nombreuse.

Dumouriez, en habile général, calcula que le moyen le plus assuré de détruire l'ennemi, qui s'étoit enfermé lui-même au milieu d'un pays stérile & sans moyens de subsistances, étoit de le cerner de tous les côtés.

Il fit marcher quinze mille hommes de Châlons, aux ordres du général Dubouquet, & prit le camp *de Fresne*, qui se trouvoit sur le flanc droit des ennemis. Ce camp couvroit également nos convois, qui ne pouvoient plus passer par la route de Châlons à Sainte-Menehould, les ennemis ayant leur droite appuyée à *Auve*.

Il ordonna au général Sparre de ſe porter avec dix mille hommes à Notre-Dame de l'Epine, & ce camp, entièrement ſur les derrières de l'ennemi, couvroit également la ville de Châlons. De nombreux détachemens étoient répandus le long de la Veſle; & le général Harville eut ordre de ſe porter ſur Auberive. Dumouriez avoit en même temps détaché Beurnonville avec quinze mille hommes, totalement ſur la droite de l'armée françaiſe; & ce général, que ſon activité & ſa valeur ont fait nommer l'*Ajax* de l'armée françaiſe, ne ceſſa de harceler l'ennemi, de faire des priſonniers, de prendre ſes convois, & de lui ôter tout moyen de ſubſiſtance.

Vos commiſſaires arrivèrent à l'armée le 29 au ſoir. Ils proclamèrent devant elle le ſage décret que vous avez prononcé, qui abolit pour jamais la royauté; & les cris de *vive la République* nous prédirent ce que l'armée feroit pour la défendre. Le citoyen Prieur notre collégue, en leur annonçant ce grand événement, leur montra le camp des ennemis qui n'étoit qu'à une petite lieue de nous : « Voilà, leur dit-il, le camp des » tyrans coaliſés contre votre liberté; ce ſont eux » qui veulent s'oppoſer aux lois ſages que vos repré- » ſentans vous donnent; c'eſt ceux qu'il faut vaincre, » ou chacun de nous doit trouver ici ſon tombeau. » Toute notre armée fit retentir les airs de ſes cris d'allégreſſe, & bientôt les ennemis furent inſtruits du nouveau ſerment que l'armée venoit de faire.

Dumouriez vous a rendu compte des conférences qui lui furent demandées par le duc de Brunſwick: la réponſe du général fut conforme à la dignité de la République; & le duc de Brunſwick ayant répondu par un ſecond manifeſte, toute négociation fut interrompue.

La conduite ſubſéquente de ce général nous a

prouvé que l'arrogance qu'il avoit mise dans ce manifeste, n'étoit qu'une ruse de sa part, pour nous masquer quelques momens de plus l'état de détresse dans lequel se trouvoit son armée.

En effet, dans la nuit du 30, les Prussiens commencèrent leur retraite. La maladie & la famine les désoloient; & sans cesse harcelés par nous, si Brunswick fut imprudent en confiant le sort de son armée aux espérances chimériques que les émigrés lui avoient données, il eut dans sa retraite le mérite de prendre chaque jour des positions si avantageuses, qu'il fut impossible de l'entamer.

Si l'on jette les yeux sur la carte de la ci-devant Champagne, on y remarquera que le terrein est parsemé de monticules & de mammelons, isolés les uns des autres par de petites vallées; & les ennemis campant chaque jour sur la cime d'une de ces monticules, il en résultoit toujours qu'ils avoient l'avantage de la position contre l'armée qui auroit tenté de les attaquer. Si l'on réfléchit sur les manœuvres du duc de Brunswick, on y verra clairement qu'il avoit entièrement compté sur les trahisons intérieures; car, on n'imaginera jamais qu'un général expérimenté se hasarde dans des plaines désertes & sans moyens de subsistance, s'il n'avoit pas fondé ses espérances sur la défection de notre armée. La journée du 20 lui ouvrit les yeux, mais il étoit trop tard; & Dumouriez profitera certainement de la leçon qu'il a donnée au duc de Brunswick. Il entre en conquérant dans le Brabant, mais il veillera à l'approvisionnement de son armée, comme s'il ne devoit rencontrer par-tout que des obstacles & des pays dévastés.

Les ennemis continuèrent leurs marches les jours suivans; & Dumouriez rapprochant successivement

tous les corps qui cernoient l'ennemi de toutes parts, Brunſwick ne dut ſon ſalut qu'à l'avantage des poſitions qu'il eut le bonheur de trouver. Beurnonville & Valence le harceloient continuellement, & ne ceſsèrent de faire des priſonniers. Le chemin par où l'armée pruſſienne paſſoit, étoit jalonnée de cadavres d'hommes & de chevaux; & chaque camp qu'elle quittoit n'étoit qu'un vaſte cimetière.

Les émigrés s'étoient retirés les premiers : on ne les vit jamais dans cette Campagne entamée pour la défenſe de leur cauſe, que ſur les derrières de l'armée, au moment où elle marchoit à nous, & formant l'avant-garde dans ſa retraite. Nos campagnes dévaſtées, nos malheureux habitans égorgés & ruinés, atteſtent ſeuls le paſſage de ces eſclaves ſur notre territoire. Le roi de Pruſſe & toute ſon armée étoient indignés d'une pareille conduite, & nous avons été plus d'une fois à portée de connoître tout le mépris qu'ils avoient inſpiré dans les armées mêmes qui les protégeoient.

Dumouriez, dans cette circonſtance, eut le courage de réſiſter à toutes les injonctions qui lui furent faites de la part du miniſtère : & Dumouriez a ſauvé la choſe publique. En effet, s'il ſe fût porté ſur Châlons, ainſi qu'on lui en avoit donné l'ordre, l'armée pruſſienne ſe trouvoit renforcée par le corps des Heſſois, qui étoit campé à Clermont : de là, en ſuppoſant qu'elle n'eût pas marché ſur Paris, elle n'auroit trouvé aucune difficulté de ſe jeter dans le Perthois, pays très-abondant qu'elle auroit dévaſté; & rien n'auroit pu l'empêcher de prendre ſes quartiers d'hiver dans la Lorraine, & peut-être d'attaquer, avec des forces très-ſupérieures, l'armée de Biron, que nous n'aurions pu ſecourir : & cependant, Citoyens, ſi quelques-unes des combinaiſons de Du-

mouriez avoient manqué, lui ſeul en portoit la reſponſabilité; car, à tout haſard, le pouvoir exécutif s'étoit mis à couvert. Cet évènement me confirme dans l'opinion où j'ai toujours été, que le pouvoir exécutif doit indiquer les plans, après les avoir combinés avec les généraux chargés de les exécuter, mais qu'ils ne doivent jamais ſe mêler d'aucuns moyens d'exécution, auxquels ils n'entendent rien du tout. Dans la brillante Campagne que la France vient de faire, tous les généraux ont eu des ſuccès; mais ſi la nation veut être bien ſervie, il faut qu'elle eſtime les généraux, même dans leurs revers, & que ſur-tout les miniſtres ſoient moins prompts à porter leur jugement ſur des citoyens qui ont bien mérité de la patrie. Le vainqueur de Gemmappe & de Mons, ſeroit aujourd'hui en état d'accuſation, ſi on en avoit cru quelques perſonnes timides, qui avoient pour lors de l'influence.

Au moment où les Pruſſiens fuyoient notre territoire, Félix Vimpffen défendoit Thionville, & prouvoit aux ennemis qu'ils s'étoient trompés dans leur plan de campagne, & qu'ils ne rencontreroient plus que des républicains fidèles à leur patrie.

Ligneville, perché ſur ſon rocher de Montmédy, dominant toute la campagne, ſemblable à ces enchanteurs du temps d'Amadis, du moment qu'il appercevoit une troupe d'ennemis, il dévaloit dans la plaine; & dans dix combats qu'il leur livra, il eut toujours l'avantage.

En vous rendant compte, Citoyens, de tous ces détails dans notre correſpondance, ce fut l'inſtant où nous vous mandâmes que nous ne regarderions notre miſſion terminée que lorſque les ennemis ne ſeroient plus ſur notre territoire; & nous avons ſu que vous aviez approuvé notre réſolution.

Dumouriez, certain de l'état de l'armée prussienne, & ne pouvant l'empêcher de repasser les gorges de Grand-Pré, crut de l'intérêt de la chose publique de se porter en force sur Lille que les ennemis bombardoient depuis plusieurs jours. Il étoit urgent de sauver cette place importante; la manière dont elle étoit attaquée méritoit une punition éclatante; & Dumouriez, laissant à Kellermann une armée assez nombreuse pour chasser les Prussiens de notre territoire, & reprendre Verdun & Longwi, il partit avec trente mille hommes pour les Pays-Bas.

Kellermann vint prendre le poste de Sainte-Menehould, & Dillon, qui occupoit les gorges de Bienne, se porta avec un fort détachement du côté de Passavent, pour en chasser les Hessois qui infestoient tout le pays. Dillon les attaqua avec succès, leur tua beaucoup de monde, fit grand nombre de prisonniers; & le Landgrave de Hesse-Cassel, qui étoit campé à Clermont, avec le corps des Hessois & celui du prince d'Hoënloe, étant informé de la fuite des Prussiens, apprenant les succès de Dillon, sachant également qu'un gros corps de troupes, aux ordres de Dupré de Crassier, se portoit, par Varennes, sur lui, & ayant enfin la certitude que Kellermann alloit marcher par la gorge de Bienne, le Landgrave quitta son camp de Clermont & se porta sur Verdun.

Dillon en fut à peine instruit, qu'il se porta sur Clermont avec toute son armée.

Kellerman fut obligé d'attendre un jour entier à Sainte-Menehould sa réserve, aux ordres de Valence, qui avoit été à la poursuite des Prussiens, du côté de Grand-Pré; mais voulant regagner la journée que ce retard lui avoit fait perdre, il se porta le même jour, avec le petit corps de troupes qui lui

reſtoit au camp de Domballe, deux lieues en avant de Clermont.

Dillon s'étoit avancé à meſure que les ennemis s'étoient repliés; & le même jour que nous arrivâmes à Domballe, il avoit campé à Syvri-la-Perche, à une demi-lieue du camp des Pruſſiens, qui, en débouchant de Grand-Pré, s'étoient portés ſur Verdun.

Dillon, quoiqu'il n'eût qu'environ 17 mille hommes avec lui, avoit envoyé ſon avant-garde, aux ordres du général Labarolière, prendre poſte à Dugni ſur le bord de la Meuſe. Cette avant-garde ſe trouvoit entièrement ſur le flanc gauche des ennemis, à portée de carabine.

Dillon, dans le compte qu'il vient de vous rendre, vous explique les raiſons qui le déterminèrent à écrire au Landgrave de Heſſe-Caſſel, la lettre que la Convention nationale a déſapprouvée. Je ne ferai aucune réflexion ſur les pour-parlers politiques qui ont eu lieu dans le cours de cette campagne : les guerres des républicains ne doivent pas ſe conduire comme celles des deſpotes ; nous ne voulons provoquer perſonne, mais nous devons être ſans égard pour ceux qui nous attaquent. Dans les guerres de ſouverains, les individus ne ſavent ſouvent pas les motifs de leurs querelles, ils ne ſont que les inſtrumens aveugles des paſſions de leurs princes; mais dans une guerre comme la nôtre, chaque ſoldat a ſa vengeance perſonnelle à exercer, & ſes droits à défendre. Les lettres entre généraux ennemis ne me paroiſſent néceſſaires que pour les capitulations des villes.

Le 5 octobre nous fûmes à Syvri-la-Perche, chez Dillon; & je dois dire qu'il étoit ſi éloigné de croire qu'on pût lui faire un crime de ſa démarche, qu'il nous donna la copie de ſa lettre au Landgrave & de ſa réponſe, qu'il certifia de ſa main, en nous priant de l'adreſſer à la Convention nationale.

Comme Dillon, le même jour qu'il avoit écrit cette lettre, avoit attaqué tous les poſtes avancés des Heſſois, qu'il les avoit repouſſés à coups de canon, qu'il leur avoit tué beaucoup de monde, & fait nombre de priſonniers, nous ne vîmes, dans cette lettre, qu'une ironie militaire, dont le Landgrave ſeul avoit le droit d'être très-piqué.

Cette explication eſt la réponſe à celui de nos collègues qui, relativement à cette circonſtance, a paru déſapprouver notre conduite.

Labarolière occupoit, ainſi que je l'ai dit ci-deſſus, le poſte de Dugni, ſur la Meuſe, abſolument ſur la gauche des ennemis, qui étoient campés à *Regret* & à *Glorieux*; nous ignorions quelles étoient les forces qui ſe trouvoient devant Verdun; Labarolière vint rendre compte à Kellermann que le général Kalkreuth & le duc de Brunſwick avoient eu un entretien avec lui, & deſiroient avoir une conférence avec Kellermann : celui-ci répondit qu'il n'auroit aucune conférence avec les ennemis, tant qu'ils ſeroient ſur le territoire de la République; & Labarolière fut chargé de rendre cette réponſe.

Nous fûmes certains alors que l'armée des Pruſſiens s'étoit retirée ſur Verdun; & connoiſſant les différens corps que nous avions en oppoſition, les généraux ſe concertèrent pour le mouvement qu'ils ſe propoſoient d'exécuter.

Kellermann ſe mit en marche & ſe porta ſur Sivry-la-Perche : de là, marchant par ſa droite, il fut camper à Ancemon, ſur le bord de la Meuſe. Il ſe rendoit maître du Pont-de-Dieu, que les ennemis n'avoient pas eu la précaution de couper, & il attendoit, le même jour, la groſſe artillerie qu'il avoit envoyé chercher à Bar.

Pendant que ſon armée étoit en marche, Dillon lui envoya une ordonnance pour l'inſtruire que les

ennemis avoient quitté les camps de Regret & Glorieux, & qu'ils s'étoient retirés de l'autre côté de Verdun, sur le Mont-Saint-Michel : Kellermann approuva la conduite de Dillon, qui sur-le-champ s'étoit emparé du poste que les ennemis venoient de quitter.

A peine Dillon fut-il maître des camps de Regret & Glorieux, qu'il fit établir sur le Mont-Saint-Barthélemi une batterie de pièces de position, environ à 350 toises de la citadelle. Il envoya alors sommer la ville de se rendre ; & les ennemis ayant demandé à capituler, Kellermann envoya les généraux Valence & Galbo pour régler les articles de la capitulation.

Il est bien essentiel que tous les événemens de cette Campagne soient connus. Sans doute les ennemis croyoient les armées de Kellermann & Dillon beaucoup plus fortes qu'elles ne l'étoient réellement. Dumouriez avoit annoncé qu'il laissoit 55 mille hommes à Kellermann ; & le fait exact, c'est que les armées de Dillon & Kellermann réunies, ne formoient qu'environ 33 mille hommes.

Kellermann trouva campés à Regret & Glorieux 35 mille Prussiens, la ville de Verdun derrière eux, & sur le Mont-Saint-Michel un corps de 16 mille hommes, composé d'Hessois, d'Autrichiens, & d'émigrés.

Il en résulte que Verdun est rentré sous la domination de la république française, qu'elle a capitulé ayant 51 mille hommes campés sous ses murs, devant l'armée de la République, composée de 33 mille hommes écrasés de fatigue & dénués de tout.

Le citoyen Prieur s'est chargé dans son rapport, de vous rendre compte de nos opérations dans la ville de Verdun, pour le rétablissement de l'administration, & la punition des lâches habitans de cette

ville. Je ne m'occuperai donc que des détails militaires de cette Campagne.

Les ennemis se retiroient par la forêt de Mangienne sur Longwi ; le général Valence, qui avoit eu l'ordre de prendre le commandement du corps d'armée que Dillon commandoit, étoit à leur poursuite ; Kellermann marchoit par Étain, & ces deux corps d'armée embrassant toute la retraite des ennemis, chaque jour les avant-gardes attaquèrent & firent grand nombre de prisonniers.

Au moment où l'armée se mettoit en marche d'Étain, pour se porter sur Spincourt, un aide-de-camp du duc de Brunswick demanda à parler à Kellermann. Il lui dit que son général lui demandoit une conférence : Kellermann lui répondit qu'il seroit exact à la parole qu'il avoit déja donnée, & qu'il n'auroit de conférence que pour traiter de la reddition de Longwi. L'aide-de-camp lui dit que cet objet seroit le sujet de l'entretien.

Lorsque l'armée fut arrivée à Spincourt, Kellermann se rendit avec ses aides-de-camp & quelques ordonnances, au lieu du rendez-vous. J'ignore les détails de cette conférence : Kellermann nous dit à son retour que le duc de Brunswick consentoit à la reddition de Longwi. Pendant l'entretien de Kellermann & du duc de Brunswick, Valence forçoit les bois de Mangienne à coups de canon, & dêja le corps qu'il commandoit avoit chassé les ennemis *de Pillon*, & y avoit pris poste. Kellermann envoya l'ordre à Valence de se rendre au camp de Brunswick, pour régler les articles de la capitulation de Longwi.

Vous avez approuvé, Citoyens, cette capitulation, de Longwi qui devient une leçon pour les despotes qui oseroient méconnoître la souveraineté de la République française. Ils y verront le roi du Nord, le plus redou-

table par les armées qu'il ſoudoie, capituler avec la République, reconnoître ſon ſceau & ſa ſouveraineté.

Suivant les articles de la capitulation, Longwi devoit être rendu le 22 octobre, la place devoit être rétablie telle qu'elle étoit le jour où elle fut lâchement livrée : les canons avoient été tranſportés à Luxembourg, les Pruſſiens laiſſerent en ôtage leurs caiſſons, & envoyèrent leurs chevaux rechercher l'artillerie : la caiſſe militaire a été reſtituée ; & au moment où s'exécutoit cette capitulation, au moment où l'armée française prenoit poſte à Longwi, nous apperçûmes de loin les colonnes ennemies, fuyant la terre de la liberté, qui leur avoit été ſi funeſte.

C'eſt ici le moment de vous rendre compte du ſpectacle dont nous avons été témoins dans plus de trente lieues de pays. La terre étoit par-tout jonchée de cadavres d'hommes & de chevaux ; & je ne crains point d'exagérer en aſſurant que les Pruſſiens, depuis l'époque où ils ſont entrés en France, juſqu'au moment où ils en ont été chaſſés, ont perdu 25 mille hommes & 15 mille chevaux.

Le citoyen Carra s'eſt chargé de vous rendre compte des détails politiques de cette campagne. Une ſeule réflexion que je me permettrai de vous faire : c'eſt que la leçon terrible que les deſpotes viennent de recevoir a le double avantage de conſolider notre liberté, & d'éclairer les peuples ſur leurs véritables intérêts ; ils verront, par l'énergie que le peuple français vient de manifeſter, qu'ils tiennent dans leurs mains la puiſſance d'anéantir les anciens uſurpateurs de leurs droits, & que le bonheur des races futures leur en fait un devoir.

Ils verront qu'on les a abuſés, quand on leur a dit que la majorité de la Nation étoit entraînée par des factieux & des rebelles. Qu'ils ſuivent notre exemple

& bientôt la paix du monde & la liberté du genre-humain feront l'heureux réfultat de notre commun dévouement.

Les braves foldats de la patrie ont donné pendant le cours de cette glorieufe campagne, les preuves les plus éclatantes de leur valeur & de leur civifme, obligés à des marches continuelles, manquant le plus fouvent de paille par la fréquence des campemens, couchant, non pas fur la paille, mais dans des bourbiers, & manquant d'habillement & de fouliers.

Lâches adminiftrateurs, c'eft le moment de vous faire les juftes reproches que vous méritez. Les fournitures déteftables faites à nos défenfeurs méritent que la Convention nationale faffe une juftice exemplaire des traîtres & des concuffionnaires qui y ont coopéré.

Citoyens, c'eft à nos armées où il faut aller, pour jouir du fpectacle fublime & impofant d'une grande nation fière de fa liberté. C'eft-là où vous verrez une maffe impofante de plus de cent mille hommes, obéiffante à la loi, & ne connoiffant aucun befoin pour fauver la République. Je vous le dirai, Citoyens, avec franchife : pendant quarante jours j'ai été au milieu de nos braves défenfeurs; ils manquoient de tout, ils couchoient dans la fange, & ils étoient heureux de leurs peines; l'union la plus parfaite régnoit entre eux, & le falut de l'Etat réuniffoit toutes les opinions. Que vois-je, à mon retour! des factions dans le fein même de la Convention nationale, qui devroit être le point de ralliement de la Nation entière. Il faut vous dire une fois une grande vérité, & je m'en fens le courage: vous êtes tous d'accord fur le principe qui doit vous diriger, mais l'ambition ou l'envie des individus les empêche d'être d'accord; & c'eft de ces viles paffions que dérivent nos troubles & l'anarchie qui exifte. Imitez nos intrépides défenfeurs, ralliez-

vous à l'intérêt public, oubliez vos diffentions, & marchez rapidement dans la noble carrière que vous avez à remplir; fouvenez-vous qu'à l'époque où nous fommes un ambitieux ou un traître font fynonymes.

Citoyens, nous avons regardé notre miffion comme finie à l'époque où les ennemis ont abandonné le territoire de la république; nous rentrons dans votre fein, pour entendre à notre tour le récit des victoires qui accompagnent par-tout les armes de la République.

A notre paffage à Châlons, nous avions engagé le citoyen Mufcar, adjudant-général, de nous accompagner; & nous ne pouvons vous faire trop d'éloge de ce brave officier, fi long-temps perfécuté par le pouvoir arbitraire.

O ma Patrie! A quel degré de gloire & de bonheur tu peux t'élever, fi tes enfans, après avoir montré leur vaillance devant les ennemis de la République, après avoir donné la paix au Monde, rentrent paifiblement dans leurs foyers, & donnent encore aux autres nations l'exemple des vertus républicaines & de l'obéiffance aux lois! c'eft la raifon & la philofophie qui ont détruit le trône fanguinaire, devant lequel nous avons été profternés tant de fiècles; c'eft encore à elles à dicter les lois que nous allons faire pour le bonheur du Monde.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.